

ABE/REC/2015/01

24.06.2015

Recommandations

sur l'équivalence des régimes de confidentialité

Table des matières

1. Recommandations sur l'équivalence des régimes de confidentialité	3
Statut des présentes recommandations	3
Exigences de notification	3
Titre I – Objet, champ d'application et définitions	4
Titre II - Évaluation de l'équivalence des régimes de confidentialité	4
Titre III – Dispositions finales et mise en œuvre	4
Annexe	5

1. Recommandations sur l'équivalence des régimes de confidentialité

Statut des présentes recommandations

Le présent document contient des recommandations émises conformément à l'article 16 du règlement (UE) n° 1093/2010 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité bancaire européenne), modifiant la décision n° 716/2009/CE et abrogeant la décision n° 2009/78/CE de la Commission («règlement ABE»). Conformément à l'article 16, paragraphe 3, du règlement ABE, les autorités compétentes et les établissements financiers mettent tout en œuvre pour respecter ces recommandations.

Les recommandations exposent l'opinion de l'ABE concernant les pratiques de surveillance appropriées au sein du système européen de surveillance financière ou les modalités d'application de la législation de l'Union dans un domaine particulier. L'ABE attend dès lors de l'ensemble des autorités compétentes et établissements financiers auxquels les recommandations s'adressent qu'ils s'y conforment. Les autorités compétentes auxquelles sont adressées les recommandations devraient s'y conformer en les intégrant de manière appropriée dans leurs pratiques de surveillance (par exemple en modifiant leur cadre juridique ou leurs processus de surveillance), y compris lorsque les recommandations s'adressent principalement aux établissements financiers.

Exigences de notification

Conformément à l'article 16, paragraphe 3, du règlement ABE, les autorités compétentes doivent notifier avant le 25.08.2015 à l'ABE si elles respectent ou entendent respecter les présentes recommandations ou communiquer, dans le cas contraire, les motifs de leur non-respect. En l'absence de notification dans ce délai, l'ABE considérera que les autorités compétentes ne respectent pas la recommandation. Les notifications doivent être transmises en envoyant le formulaire prévu à la section 5 à l'adresse compliance@eba.europa.eu sous la référence «EBA/REC/2015/01». Les notifications doivent être soumises par des personnes disposant des pouvoirs nécessaires pour rendre compte de la conformité au nom des autorités compétentes.

Conformément à l'article 16, paragraphe 3, les notifications seront publiées sur le site internet de l'ABE.

Titre I – Objet, champ d’application et définitions

1. Les présentes recommandations sont émises sur la base de l'article 21 et de l'article 16 du règlement (UE) n° 1093/2010¹ et visent à garantir la convergence du fonctionnement des membres d'un collège lorsque ceux-ci expriment leur avis, conformément à l'article 116, paragraphe 1, de la directive 2013/36/UE², aux fins de la participation dans un collège d'autorités de surveillance de pays tiers énumérées à l'ANNEXE.
2. Les présentes recommandations sont adressées aux autorités compétentes visées à l'article 4, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1093/2010.

Titre II - Évaluation de l'équivalence des régimes de confidentialité

3. Lorsqu'elles émettent leurs avis visés à l'article 116, paragraphe 6, de la directive 2013/36/UE, les autorités compétentes devraient considérer que les régimes de confidentialité applicables aux autorités de surveillance des pays tiers énumérées à l'ANNEXE sont équivalents aux exigences en matière de confidentialité prévues au chapitre 1, section II, de cette directive.

Titre III – Dispositions finales et mise en œuvre

4. Les présentes recommandations s'appliquent à compter du 2 avril 2015.

¹ JO L 331, p. 12.

² JO L 176, p. 338.

Annexe

Tableau des autorités évaluées et de l'évaluation d'équivalence effectuée

AUTORITÉ ÉVALUÉE	<u>PRINCIPE 1: NOTION D'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES</u>	<u>PRINCIPE 2: EXIGENCES DE SECRET PROFESSIONNEL</u>	<u>PRINCIPE 3: RESTRICTIONS À L'UTILISATION D'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES</u>	<u>PRINCIPE 4: RESTRICTIONS À LA COMMUNICATION ULTÉRIEURE D'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES</u>	<u>AUTRES INFORMATIONS À PRENDRE EN CONSIDÉRATION: VIOLATION DU SECRET DES AFFAIRES ET AUTRES EXIGENCES LIÉES À LA DIVULGATION D'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES</u>	<u>ÉVALUATION GLOBALE</u>
Bosnie-Herzégovine - Agence bancaire de la Republika Srpska (АГЕНЦИЈА ЗА БАНКАРСТВО РЕПУБЛИКЕ СРПСКЕ / АГЕНЦИЈА ЗА БАНКАРСТВО РЕПУБЛИКЕ	FBA: Article 19, paragraphe 1, de la loi relative à l'agence bancaire (Loi FBA) Article 19, paragraphe 2, Loi FBA Article 1, paragraphes 3 et 4, Loi FBA	FBA: Article 19, paragraphe 1, Loi FBA Article 19b, paragraphe 1, Loi FBA Article 19, paragraphe 4, Loi FBA Article 19b, paragraphe 2, Loi FBA	FBA: Article 4 Loi FBA Article 9b Loi FBA Article 19, paragraphe 2, Loi FBA Article 19, paragraphe 3, Loi FBA, Article 19a Loi FBA Articles 19b [y compris	FBA: Article 19, paragraphe 1 Article 19a Article 19b, paragraphes 1 et 2, Loi FBA Article 19b [y compris points a) à k)] Loi FBA Article 19b,	FBA: Article 19, paragraphe 1 Article 28b Loi FBA Articles 258 du Code pénal de la FB&H Article 47, point j), du règlement du personnel de la FBA Article 32 en	Équivalent

<p>SRPSKE) - www.abrs.ba</p> <p>- Agence bancaire de la Fédération de BiH (Agencije za bankarstvo Federacije BiH) - www.fba.ba</p>	<p>BARS:</p> <p>Article 29, paragraphe 1, de la Loi relative à l'Agence bancaire de la Republika Srpska (Loi BARS)</p> <p>Article 29, paragraphe 5, Loi BARS</p>	<p>BARS:</p> <p>Article 29, paragraphe 1, Loi BARS</p> <p>Article 29, paragraphe 3, Loi BARS</p> <p>Article 29, paragraphe 4, Loi BARS</p> <p>Article 29, paragraphe 7, Loi BARS</p>	<p>points a) à j)] Loi FBA</p> <p>Article 19b, paragraphe 2, Loi FBA</p> <p>Article 19c, paragraphe 2, Loi FBA</p> <p>Article 65 Loi relative aux banques</p> <p>BARS:</p> <p>Article 29, paragraphes 3, 5 et 6, Loi BARS</p> <p>Article 30 Loi BARS</p> <p>Article 31, paragraphe 1, paragraphes 1 (points a à h) et 2, Loi BARS</p> <p>Article 32, paragraphe 2, Loi BARS</p> <p>Article 125 et 125a Loi</p>	<p>paragraphes 1 et 2</p> <p>Article 19c</p> <p>BARS:</p> <p>Article 29, paragraphe 6</p> <p>Article 31, paragraphe 1, points a) à i), Loi BARS</p> <p>Article 31, paragraphe 2</p> <p>Article 32, paragraphe 2</p>	<p>association avec l'article 33 du Code de déontologie de la FBA</p> <p>BARS:</p> <p>Article 269 du Code pénal</p> <p>Articles 17 et 19 des règles relatives au secret professionnel de la BARS</p> <p>Article 66 des règlements de travail de la BARS</p>	
---	--	--	--	---	---	--

			relative aux banques			
Brésil - Banque centrale du Brésil (Banco Central do Brasil) - www.bcb.gov.br	Article 1 de la Loi complémentaire n° 105 du 10 janvier 2001 (Lei Complementar n.º 105, de 10 de Janeiro de 2001 – Loi relative au secret) Article 2 de la Loi relative au secret Article 2, paragraphe 3 Loi n° 12 527 du 18 novembre 2011 Décret n° 7 724 du 16 mai 2012 Article 5, paragraphe (X), de la Constitution fédérale du Brésil	Articles 1 et 2 de la Loi relative au secret Article 2, paragraphe 5, de la Loi relative au secret Article 17 de la Loi n° 9 650 du 27 mai 1998 (Lei n.º 9.650, de 27 de Maio de 1998 – Loi relative aux fonctionnaires de la BCB) Loi n° 8 112, du 11 décembre 1990 (Lei n.º 8.112, de 11 de Dezembro de 1990 – Loi relatives aux fonctionnaires) Article 116, paragraphe III Article 117,	Article 2, paragraphe 1, de la Loi relative au secret Article 2, paragraphe 2, de la Loi relative au secret Article 7 de la Loi relative au secret Article 10, paragraphes VI, VII, IX et X, et article 44 de la Loi 4 595 du 31 décembre 1964 (Lei n.º 4.595, de 31 de Dezembro de 1964 – Loi relative au système financier) Loi 10 124 du 27 mars 2001 (Lei n.º 10.124, de 27 de Março de 2011 – Loi relative au système	Article 1, paragraphe 3, de la Loi relative au secret (paragraphes II, IV-VI) Article 1, paragraphe 4, de la Loi relative au secret Article 2, paragraphes 4 à 7, de la Loi relative au secret Article 3 de la Loi relative au secret, y compris les paragraphes 1 et 3 Article 4, paragraphes 1 et 2, de la Loi relative au secret Article 9 de la Loi relative au secret (y	Article 10 de la Loi relative au secret Article 11 de la Loi relative au secret Article 121 de la Loi relative aux fonctionnaires Article 132, paragraphe IX, de la Loi relative aux fonctionnaires Article 17 de la Loi relative aux fonctionnaires de la BCB Article 11, paragraphe III, et article 12, paragraphe III, de la loi n° 8 429 du 2 juin 1992	Équivalent

		<p>paragraphe III</p> <p>Article 117, paragraphe VII</p>	<p>des paiements)</p> <p>Loi 6 024 du 13 mars 1974 (Lei n.º 6.024, de 13 de Março de 1974) et décret-loi 2 321 du 25 février 1987 (Decreto-Lei n.º 2.321, de 25 de Fevereiro de 1987)</p> <p>Loi 9 447 du 14 mars 1997 (Lei n.º 9.447, de 14 de Março de 1997)</p>	<p>compris le paragraphe 2)</p> <p>Article 10, paragraphe unique, de la Loi relative au secret</p> <p>Article 5, paragraphe (X), de la Constitution fédérale du Brésil</p> <p>Article 3 du décret 3 724 du 10 janvier 2001</p>		
<p>Canada</p> <p>- Bureau du surintendant des institutions financières (Office of the Superintendent of Financial Institutions) -</p>	<p>Article 18, paragraphes 1 et 5, de la Loi OSFI</p> <p>Article 22 de la Loi OSFI</p> <p>Article 22, paragraphe 1, point a), de la Loi OSFI</p> <p>Articles 606, 636 et 955 et</p>	<p>Article 22 de la Loi OSFI</p> <p>Articles 4.5 à 4.8 et article 5.2 du Code de déontologie professionnelle de l'OSFI</p>	<p>Articles 18, 22, 22 paragraphe 1, point b), 22, point 1.1, de la Loi OSFI</p> <p>Articles 606, 636 et 955 et 980 de la Loi sur les banques</p> <p>Article 522.27 de la Loi sur les banques</p>	<p>Article 22 de la Loi OSFI</p> <p>Paragraphes 5, 11 et 12 Loi OSFI</p> <p>Article 980 de la Loi sur les banques</p> <p>Article 465 de la Loi sur les associations</p>	<p>Article 22, paragraphes 1 et 3, de la Loi OSFI</p>	<p>Équivalent</p>

<p>www.osfi-bsif.gc.ca</p>	<p>980 de la Loi sur les banques</p> <p>Article 522.27 de la Loi sur les banques</p> <p>Articles 435 et 465 de la Loi sur les associations coopératives de crédit</p> <p>Articles 672 et 998 et 1023 de la Loi sur les sociétés d'assurance</p> <p>Articles 503 +533 de la Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt</p>		<p>Articles 435 et 465 de la Loi sur les associations coopératives de crédit</p> <p>Articles 672 et 998 et 1023 de la Loi sur les sociétés d'assurance</p> <p>Articles 503 et 533 de la Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt</p> <p>Articles 4.5 à 4.8 et article 5.2 du Code de conduite professionnelle de l'OSFI</p> <p>Paragraphes 5, 11 et 12 Loi OSFI</p> <p>Loi sur l'accès à l'information de 1983</p> <p>Partie 1 de la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité (blanchiment d'argent) et le financement des</p>	<p>coopératives de crédit</p> <p>Article 533 de la Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt</p>		
---	---	--	---	---	--	--

			activités terroristes			
			Article 37 de la Loi sur la preuve au Canada			
Chine - Commission réglementaire des banques de Chine (中国银行业监督管理委员会) - www.cbrc.gov.cn	Règles administratives relatives aux secrets du travail (ARWS), article 2 Loi de la République populaire de Chine relative aux fonctionnaires (CSL, ordonnance du Président de la RPC, 2003) Règlements provisoires des fonctionnaires d'État	Article 11 de la Loi de la République populaire de Chine relative à la réglementation et à la surveillance des banques (LBRS, ordonnance du Président de la RPC, 2003) Articles 12 et 53 CSL Article 3 ARWS Loi de la République populaire de Chine relative aux secrets d'État (SSL, ordonnance du Président de la RPC, 2010)	Article 11 LBRS Article 6 ARWS Article 11 LBRS	Article 14 du règlement de la République populaire de Chine relatif à la divulgation d'informations d'État (RDGI, adopté par le Conseil d'État en 2007) Article 6 et article 9 ARWS	Article 43 LBRS Article 15 ARWS Règlement relatif aux sanctions imposées aux fonctionnaires d'agences administratives (adopté par le Conseil d'État en 2007)	Équivalent

<p>Ancienne République yougoslave de Macédoine</p> <p>- Banque nationale de la République de Macédoine (Народна банка на Република Македонија)</p> <p>- www.nbrm.mk</p>	<p>Article 74 (paragraphes 1 à 3) de la loi relative à la Banque nationale de la République de Macédoine/NBRM (Journal officiel de la République de Macédoine n° 158/10, 123/12 et 43/14)</p> <p>Article 2, paragraphe 2, article 3</p> <p>Article 12, paragraphes 1 et 2</p>	<p>Article 74, paragraphe 1, de la Loi relative à la NBRM</p>	<p>Article 7, paragraphe 9, de la Loi relative à la NBRM</p> <p>Article 34, paragraphes 1, 2 et 3, de la Loi relative à la NBRM</p> <p>Article 74, paragraphes 1, 2 et 5, de la Loi relative à la NBRM</p> <p>Article 6, paragraphe 1, du Protocole d'accord relatif au maintien de la stabilité financière et à la gestion de la crise en République de la Macédoine</p> <p>Article 37, paragraphe 1, de la Loi relative à l'audit</p> <p>Article 17 de la Loi</p>	<p>Article 74, paragraphes 1 et 2, de la Loi relative à la NBRM</p> <p>Article 34, paragraphes 3, 4 et 5, de la Loi relative à la NBRM</p> <p>Point 15, paragraphe 2, de la décision relative aux modalités de réalisation de la surveillance et du contrôle (Journal officiel de la République de Macédoine n° 31/2008, 74/2012 et 100/2012)</p> <p>Articles 133 et 139, de la Loi relative aux banques</p> <p>Article 11,</p>	<p>Article 122, paragraphe 3, et article 123 de la Loi relative à la NBRM</p> <p>Article 360 du Code pénal (Divulgence de secret professionnel)</p>	<p>Équivalent</p>
--	---	---	---	---	---	-------------------

			relative au fond de garantie des dépôts	paragraphe 1 et 2, du Protocole d'accord		
<p>Mexique - Banque du Mexique (Banco de México) - www.banxico.org.mx</p> <p>Commission nationale des banques et des valeurs (Comisión Bancaria y de Valores) - www.cnbv.gob.mx</p>	<p>Ley Federal de Transparencia y Acceso a la información pública gubernamental – (LTA)</p> <p>Articles 13-15, 18 et 19 LTA</p> <p>Orientations sur la classification et la déclassification d'informations par les organismes de l'administration publique fédérale (Lineamientos Generales para la clasificación y desclasificación de la información de las dependencias y entidades de la Administración Pública - Federal –</p>	<p>Articles 14 et 63 LTA</p> <p>Articles 21 et 60 LDPL</p> <p>Articles 8 et 9 de la Loi relative aux responsabilités des fonctionnaires (Ley Federal de Responsabilidades Administrativas de los Servidores Públicos – PORL)</p> <p>Articles 97 et 142 LIC</p> <p>Article 58 Loi BM</p> <p>Code de déontologie CNBV, Principe VII</p>	<p>Articles 2 et 4-5 <i>bis</i> 1, 9 et 19 de la Loi CNBV</p> <p>Articles 29 <i>bis</i> 8 et <i>bis</i> 10, 97, 101 <i>bis</i> 1 et 142 de la LIC</p>	<p>Articles 4 et 9 de la Loi CNBV</p> <p>Articles 29 <i>bis</i> 8 et <i>bis</i> 10, 97, 142-143 de la LIC</p>	<p>Articles 91, 108, 109 <i>bis</i> 5, 112, 113 <i>bis</i> 5, 142 de la LIC, articles 63 et 64 de la LTA ou article 43, paragraphe (V) de la Loi BM, entre autres</p> <p>Article 13 PORL</p> <p>Article 108 et article 109 bis 5, de la LIC</p> <p>Articles 1 918 et 2 028 du Code civil fédéral</p> <p>Articles 210 et 211 du Code pénal fédéral</p>	Équivalent

	<p>Orientations)</p> <p>Orientations 21, 24 et 36</p> <p>Loi relative à la protection des données à caractère personnel (Ley Federal de Protección de Datos Personales en Posesión de los Particulares – PDPL)</p> <p>Article 3 et article 21, paragraphe V, PDPL</p> <p>Article 29 <i>bis</i> 8, 46, 142 de la Loi relative aux institutions bancaires (Ley de Instituciones de Crédito – LIC)</p>					
<p>Monténégro</p> <p>- Banque centrale</p>	<p>Loi relative à la Banque centrale du Monténégro</p>	<p>Article 84, paragraphes 1 et 2, de la Loi relative à la Banque centrale du</p>	<p>Article 86 de la Loi relative aux banques</p>	<p>Article 84, paragraphe 3, CBML</p> <p>Article 107 de la Loi</p>	<p>Article 280, Code pénal</p>	<p>Équivalent</p>

<p>du Monténégro (Centralna banka Crne Gore) - www.cbcg.me</p>	<p>Article 84, paragraphe 1</p>	<p>Monténégro (CBML)</p>		<p>relative aux banques</p> <p>Articles 6 et 9 de la Loi relative au Conseil de stabilité financière</p> <p>Article 29 paragraphes 2, 3 et 35, de la Loi relative à la garantie des dépôts</p>		
<p>Serbie - Banque nationale de Serbie (Народна банка Србије / Narodna banka Srbije) - www.nbs.rs</p>	<p>Article 86 <i>bis</i>, paragraphes 1 et 2, de la Loi relative à la Banque nationale de Serbie (Journal officiel de la RS n° 72/2003, 55/2004, 85/2005 – autres lois, 44/2010, 76/2012 et 106/2012)</p> <p>Article 103, paragraphe 2; article 109 et article 112, paragraphe 1, points 1 à 3; article 117, paragraphe 3, de la Loi</p>	<p>Article 86 <i>bis</i>, paragraphes 3 et 4, de la Loi relative à la Banque nationale de Serbie (Journal officiel de la RS n° 72/2003, 55/2004, 85/2005 – autres lois, 44/2010, 76/2012 et 106/2012)</p> <p>Article 102 <i>bis</i>, article 103, paragraphe 2; article 109 et article 112, paragraphe 1, points 1 à 3; article 117,</p>	<p>Articles 65 et 70 de la Loi relative à la Banque nationale de Serbie (Journal officiel de la RS n° 72/2003, 55/2004, 85/2005 – autres lois, 44/2010, 76/2012 et 106/2012)</p> <p>Article 102 <i>bis</i>, article 103, paragraphe 2; article 109 et article 112, paragraphe 1, points 1 à 3); article 117, paragraphe 3, de la Loi</p>	<p>Article 65 de la Loi relative à la Banque nationale de Serbie (Journal officiel de la RS n° 72/2003, 55/2004, 85/2005 – autres lois, 44/2010, 76/2012 et 106/2012)</p> <p>Article 8, paragraphe 2, articles 47, 49 et 102 <i>bis</i> de la Loi relative aux banques</p> <p>Article 8 de la Loi relative aux banques</p>	<p>Article 240, Code pénal</p>	<p>Équivalent</p>

	relative aux banques (Journal officiel de la RS n° 107/2005 et 91/2010)	paragraphe 3, de la Loi relative aux banques Article 29, paragraphes 1 et 2, de la Loi relative à l'audit Article 47, paragraphes 1 et 2; Article 48; Article 102a de la Loi relative aux banques	relative aux banques Article 8 de la Loi relative aux banques (Journal officiel de la RS n° 107/2005 et 91/2010)	(Journal officiel de la RS n° 107/2005 et 91/2010)		
Singapour - Autorité monétaire de Singapour	LOI RELATIVE À L'AUTORITÉ MONÉTAIRE DE SINGAPOUR (Chapitre 186) - Maintien du secret 14; Protection du secret 3 LOI RELATIVE AUX SECRETS OFFICIELS (Chapitre 213) Divulgarion fautive etc. d'informations 5	LOI RELATIVE À L'AUTORITÉ MONÉTAIRE DE SINGAPOUR (Chapitre 186) - Maintien du secret 14; Protection du secret 3 LOI RELATIVE AUX SECRETS OFFICIELS (Chapitre 213) Divulgarion fautive etc. d'informations 5 Article 4 et 23 de la Loi	LOI RELATIVE À L'AUTORITÉ MONÉTAIRE DE SINGAPOUR (Chapitre 186) Maintien du secret 4, 14, 23, 49b LOI SUR LES ORGANISMES RÉGLEMENTAIRES ET LES ENTREPRISES D'ÉTAT (PROTECTION DU SECRET)	LOI RELATIVE À L'AUTORITÉ MONÉTAIRE DE SINGAPOUR (Chapitre 186) Maintien du secret 14 LOI SUR LES ORGANISMES RÉGLEMENTAIRES ET LES ENTREPRISES D'ÉTAT (PROTECTION DU SECRET)	LOI RELATIVE À L'AUTORITÉ MONÉTAIRE DE SINGAPOUR (Chapitre 186) Maintien du secret 14 LOI SUR LES ORGANISMES RÉGLEMENTAIRES ET LES ENTREPRISES D'ÉTAT (PROTECTION DU	Équivalent

		<p>MAS</p> <p>Partie X de la Loi relative aux valeurs et aux contrats à terme</p> <p>Partie IIIa de la Loi relative aux assurances</p> <p>Partie IVb, Section 5 de la Loi MAS</p> <p>Loi MAS Principaux objectifs et fonctions de l'Autorité</p> <p>4; Aide susceptible d'être fournie aux autorités de résolution étrangères 30AAZE; Conditions de fourniture d'aide aux autorités de résolution étrangères 30AAZC</p> <p>Loi relative aux valeurs et aux contrats à</p>	<p>(Chapitre 319)</p> <p>Protection du secret 3</p> <p>Orientations ou règlements concernant les personnes n'étant plus qualifiées d'institutions financières spécifiques 30AAM, Moratoire 30AAO, Transfert obligatoire d'activités 30AAS, Transfert obligatoire d'actions 30AAW, Restructuration obligatoire du capital social</p> <p>30AAZ, Dispositions générales relatives à la liquidation 30AAP</p> <p>Loi relative aux banques 43, 58</p> <p>Loi relative aux</p>	<p>(Chapitre 319)</p> <p>Protection du secret 3</p> <p>Article 2, paragraphe 1, de la Loi relative à l'interprétation (Chapitre 1)</p> <p>Article 126, paragraphe 2, de la Loi relative à la preuve</p>	<p>SECRET) (Chapitre 319)</p> <p>Protection du secret 3</p> <p>LOI RELATIVE AUX SECRETS OFFICIELS (Chapitre 213)</p> <p>Sanction 17</p>	
--	--	---	--	---	---	--

		<p>terme</p> <p>Aide susceptible d'être fournie</p> <p>172; Conditions de fourniture d'aide 170</p> <p>Loi relative aux assurances</p> <p>Aide susceptible d'être fournie 49D</p>	<p>assurances 36, 40</p> <p>Loi relative aux valeurs et aux contrats à terme 106, 107, 150</p>			
<p>Suisse</p> <p>- Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA (Eidgenoessische Finanzmarkt-aufsicht FINMA / Autorità federale di vigilanza sui</p>	<p>Loi sur l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMASA; SR 956.1) Articles 40, 42 et 18</p>	<p>FINMASA; SR 956.1</p> <p>Articles 14, 42, 43</p>	<p>Loi sur l'émission de lettres de gage (SR 211.423.4), Loi sur le contrat d'assurance (SR 221.229.1), Loi sur les placements collectifs (SR 951.31), Loi sur les banques (SR 952.0), Loi sur les bourses (SR 954.1), Loi sur le blanchiment d'argent (SR 955.0), Loi sur la surveillance des assurances (SR</p>	<p>FINMASA; SR 956.1, Article 14, paragraphe 3</p> <p>FINMASA Article 38, Loi sur les banques (SR 952.0) Articles 23 <i>bis</i>, 40 à 42</p>	<p>Article 320 du Code pénal suisse</p> <p>Article 47 de la Loi sur les banques</p> <p>Article 19 FINMASA</p> <p>Loi sur la responsabilité de la Confédération, des membres de ses autorités et de ses fonctionnaires du</p>	<p>Équivalent</p>

mercato finanziari FINMA) - www.finma.ch			961.0) Article 40 FINMASA		14 mars 1958	
Turquie - Agence pour la réglementatio n et la surveillance des banques (Bankacılık Düzenleme ve Denetleme Kurumu) - www.bddk.org .tr	Article 73 de la Loi relative aux banques n° 5411 (Loi relative aux banques)	Article 73 (y compris paragraphe 2) et article 95, paragraphe 7, de la Loi relative aux banques Code des obligations n° 818 du 22 avril 1926 Loi relative aux relations entre employeurs et employés dans les professions de la presse et des médias n° 5953 du 13 juin 1952 Loi relative au travail maritime n° 854 du 20 avril 1967	Articles 73, paragraphe 2, de la Loi relative aux banques Loi n° 6111 du 18 février 2011	Articles 73, paragraphe 2 à 4, de la Loi relative aux banques Loi n° 6111	Articles 159, de la Loi relative aux banques Articles 239 du Code pénal turc	Équivalent

		<p>Loi relative au travail n° 4857 du 22 mai 2003</p> <p>Articles 8 et 100 de la Loi relative à la sécurité sociale et à l'assurance de santé publique n° 5510 du 31 mai 2006</p>				
<p>États-Unis</p> <p>- Agence fédérale de garantie des dépôts (Federal Deposit Insurance Corporation) www.fdic.gov</p> <p>- Bureau du contrôleur de la monnaie (Office of the Controller of the Currency)</p>	<p>Code des règlements fédéraux (Code of Federal Regulations), Titre 12, Chapitre 1, Partie 4, sous-partie</p> <p>Loi sur la liberté de l'information (Freedom of Information Act) (FOIA)</p>	<p>18 U.S.C. section 1905</p> <p>18 U.S.C. section 1906</p> <p>18 U.S.C. section 641</p> <p>Loi sur la protection de la vie privée (Privacy Act) de 1974 (5 U.S.C. section 552a)</p> <p>12 CFR Partie 4, sous-partie C</p> <p>12 CFR section 211.27 et 12 CFR Partie 261</p> <p>12 CFR sections 309.6</p>	<p>12 CFR Partie 4, sous-partie C</p> <p>12 CFR section 211.27</p> <p>12 CFR Partie 261</p> <p>12 CFR sections 309.6 et 347.207</p>	<p>12 U.S.C. section 3109(c)</p> <p>Section 317 de la Loi Dodd-Frank relative à la réforme de Wall Street et à la protection des consommateurs (Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act) (Pub. L. No 111-203, 124 Stat. 1376 (2010))</p>	<p>18 U.S.C. section 1905</p>	<p>Équivalent</p>

<p>www.occ.treas.gov</p> <p>- Conseil des Gouverneurs du système de la réserve fédérale (Board of Governors of the Federal Reserve System) www.federalreserve.gov/</p> <p>- Banque de réserve fédérale de Boston (Federal Reserve Bank of Boston) – www.bostonfed.org</p> <p>- Banque de réserve</p>		et 347.207		<p>12 U.S.C. section 5415</p> <p>Loi relative à l'audit de la banque fédérale (Federal Banking Agency Audit Act) 31 U.S.C. section 714</p> <p>Section 1542 de la Loi sur le logement et le développement des communautés (Housing and Community Development Act) de 1992, 12 U.S.C. section 1831m-1</p> <p>Section 35 de la Loi FDI, 12 U.S.C. section 1831l</p> <p>12 U.S.C. section 248(k)</p> <p>12 CFR 265.11</p> <p>Loi relative aux opérations bancaires</p>		
---	--	------------	--	--	--	--

<p>fédérale de New-York (Federal Reserve Bank of New York) – <u>www.newyorkfed.org</u></p> <p>- Banque de réserve fédérale de Philadelphie (Federal Reserve Bank of Philadelphia) – <u>www.philadelphiafed.org</u></p> <p>- Banque de réserve fédérale de Cleveland (Federal Reserve Bank of Cleveland) – <u>www.cleveland</u></p>				<p>internationales (International Banking Act) [12 U.S.C. 3109(c)]</p>		
--	--	--	--	--	--	--

<p>dfed.org</p> <p>- Banque de réserve fédérale de Richmond (Federal Reserve Bank of Richmond) – www.richmondfed.org</p> <p>Banque de réserve fédérale d'Atlanta (Federal Reserve Bank of Atlanta) – www.frbatlanta.org</p> <p>- Banque de réserve fédérale de Chicago (Federal</p>						
--	--	--	--	--	--	--

<p>Reserve Bank of Chicago) – www.chicagofed.org</p> <p>- Banque de réserve fédérale de St. Louis (Federal Reserve Bank of St. Louis) – www.stlouisfed.org</p> <p>- Banque de réserve fédérale de Minneapolis (Federal Reserve Bank of Minneapolis) – www.minneapolisfed.org</p> <p>- Banque de réserve fédérale de</p>						
---	--	--	--	--	--	--

<p><u>Kansas City (Federal Reserve Bank of Kansas City)</u> = <u>www.kansascityfed.org</u></p> <p>- <u>Banque de réserve fédérale de Dallas (Federal Reserve Bank of Dallas)</u> – <u>www.dallasfed.org</u></p> <p>- <u>Banque de réserve fédérale de San Francisco (Federal Reserve Bank of San Francisco)</u> – <u>www.frbsf.org</u></p>						
---	--	--	--	--	--	--

